

**CIBLE**

Magyars

**U**ne des dernières illusions du siècle aura été de croire que la sortie du communisme ferait naturellement naître un monde de justice et de paix. Après les affrontements du Caucase et les réactions turcophobes en Bulgarie, les heurts sanglants entre Roumains «de souche» et Magyars de Transylvanie font apparaître une autre réalité.

Réputé destructeur des sociétés, le totalitarisme n'a fait que geler momentanément les tensions entre les peuples et les passions nationales. Loin d'être finie, l'histoire poursuit son cours, tragique de toutes les manières. La liberté à peine retrouvée peut être prise à son piège, et la démocratie mourir avant d'être instituée.

Le pire n'est cependant pas certain. Pour apaiser les passions et contenir la violence, il faut la légitimité d'un Etat. Tel est, en Europe du centre et de l'Est, l'enjeu des tout prochains mois.

Dérive

## Quel avenir pour les socialistes ?



Est

**Des rois  
en marche**

(p. 2 et 4)

Economie

**Charlatans  
ou imposteurs**

(p. 6/7)

M 2242 - 534 - 13,00



3792242013005 05340

# Un roi qui chemine

**D**u futur Louis-Philippe, Louis XVIII aurait dit: «il ne bouge pas, mais je sens qu'il chemine». Rappelée par Frédéric Mitterrand, la phrase s'applique à merveille à Siméon de Bulgarie: attentif, réservé, le roi en exil n'est pas l'homme des déclarations fracassantes, des jugements téméraires, des initiatives spectaculaires. Démocrate, il refuse de dire au peuple ce qu'il doit faire, et son principal souci est d'éviter que la sortie du communisme se fasse par la violence, même si l'évolution doit s'en trouver ralentie. Au détour d'une phrase, l'exilé dit simplement qu'il pourrait être utile à son pays, et ne pose aucune condition à son retour sur le sol d'une patrie qu'il est prêt à revoir comme simple touriste.

Le séduisant quinquagénaire qui parle ainsi, dans un excellent français, est l'héritier d'une dynastie qui s'est confondue avec l'histoire de la Bulgarie, jusqu'à ce qu'elle soit asservie par les communistes. Comme en Roumanie, comme en Yougoslavie, les rois «des Bulgares» - et non de Bulgarie - ont été des chefs d'Etats constitutionnels et démocratiques, du moins jusqu'à l'avant-veille de la seconde guerre mondiale.

**En deux émissions, Frédéric Mitterrand a permis aux Français de découvrir la personnalité attachante du roi Siméon de Bulgarie et l'histoire de sa dynastie.**

Le premier, c'est Ferdinand de Saxe-Cobourg, fils de Clémentine d'Orléans, roi d'une intelligence exceptionnelle qui a été le modernisateur de la Bulgarie libérée de l'emprise ottomane. Pour échapper à l'emprise russe, Ferdinand s'allie avec l'Allemagne en 1915, «chose que l'on peut discuter» dit Siméon, et doit après la défaite abandonner le trône à son fils Boris, encore très jeune et qui doit affronter une situation troublée. Dans un premier temps, il adoptera une position de retrait sur le plan politique, tout en nouant avec l'ensemble des Bulgares des relations étroites. Selon son fils, c'est à contre-cœur qu'il sortira de son rôle de roi constitutionnel en 1935, pour sauver un pays menacé par le conflit entre les partis. A nouveau allié avec l'Allemagne, pour ne pas être broyé par celle-ci lorsque Hitler envahit les Balkans, le roi

s'efforcera de limiter les conséquences de ce choix. D'une part il ne déclare pas la guerre à l'Union soviétique, et aucune troupe bulgare ne combattra sur le front de l'Est. D'autre part, il protégera la population bulgare et notamment les Juifs qui échapperont à la persécution nazie. Boris mourra en 1943, dans des circonstances mystérieuses, quelques jours après avoir été convoqué à Berlin où il s'était opposé aux exigences du Fuhrer.

Pour peu d'années, Siméon sera le tout jeune roi des Bulgares. Il a huit ans lorsque l'armée russe entre dans son pays. Comme en Roumanie, les communistes s'emparent rapidement du pouvoir, isolent le jeune roi et sa mère, puis les contraignent à l'exil. Réfugié à Alexandrie, puis installé à Madrid, Siméon fera ses études au Lycée français puis devien-

dra homme d'affaires - à la fois pour aider ses compatriotes, et pour être comme les autres exilés plutôt que de jouer le rôle dérisoire du roi sans royaume.

Cette vie difficile n'a pas fait de Siméon l'homme du ressentiment, même à l'égard des communistes. Il reconnaît la grandeur de Dimitrov, qui l'a chassé, et certains acquis du communisme, souhaite la réconciliation nationale et la disparition des tensions entre les communautés. En témoigne cette déclaration récente: «La perspective merveilleuse de l'édification d'une Bulgarie démocratique ne doit pas exclure ceux qui n'ont pas la même idéologie que nous. On ne doit pas répéter les erreurs. Il est raisonnable que tous les partis puissent cohabiter comme en Espagne après la mort de Franco. Les vrais communistes doivent se rendre compte que le stalinisme, les abus de pouvoir et l'économie anachronique ont fait échouer leur doctrine qui à la veille du 21ème siècle n'est plus un moyen international. Ils ne doivent cependant pas être écartés de l'œuvre commune: édification d'une société juste, libérale, où l'on respecte les droits de l'homme».

Annette DELRANCK

**Dans le «Lys Rouge» n° 40 : notre dossier sur les monarchies en Europe de l'Est.**

Prix de l'exemplaire : 25 F franco

**royaliste** ♦

SOMMAIRE: p. 2: Un Roi chemine - p. 3: Climat de violence - L'air du temps - p. 4: Le mur de Pantin - L'intervention du Roi Michel - p. 5: Quelle diplomatie ? - 6-7: Misères de l'économie - p. 8: Le métier d'éditeur - Journal de Judée - p. 9: La Katastroika est-elle inévitable ? - p. 10: L'accent du pays - Une inconnue célèbre - p. 11: Action royaliste - p. 12: Editorial: L'avenir des socialistes.

REDACTION-ADMINISTRATION  
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
☎ (1) 42.97.42.57  
Dir. de la publication: Yvan AUMONT  
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772  
Diffusion NMPP - Imprimé en France

## bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) \*

(\*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

Profession: ..... Date de naissance .....

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

## Racisme

# Climat de violence

Plutôt que de déplorer, en multipliant les adjectifs, la montée du racisme, il faudrait que la justice, l'Etat et la police accomplissent leur tâche.

**A** Roanne, un jeune Français écrasé - sans doute volontairement - par un automobiliste. Motif ? Il était Arabe. A Saint-Florentin, un jeune homme tué à coups de fusil. Motif présumé ? Avec des camarades, il faisait trop de bruit devant un restaurant. Près de Marseille, un homme arrêté par la police, transporté en voiture dûment menotté, est tué de cinq balles dans le dos au cours d'une « tentative d'évasion ». L'homme était maghrébin; le policier a été remis en liberté.

On ne peut s'empêcher d'établir une relation entre ces crimes, même s'ils ne sont pas identiques, et de s'inquiéter d'un climat qui s'alourdit, même si les communautés visées demeurent d'un sang-froid exemplaire. On ne peut se contenter d'une dénonciation verbale du racisme, en saluant les efforts des associations de défense des droits de l'homme et en réunissant des commissions et des conseils.

Aujourd'hui, les objectifs et les modalités d'une politique d'intégration sont non seulement connus mais tacitement acceptés par les diverses forces politiques - le Front national excepté. Manque la volonté, la rigueur et la constance :

- Il faut que le gouvernement se décide enfin à gouverner, au lieu de traiter la question de l'intégration, déjà trop tardivement envisagée, comme un dossier à gérer parmi d'autres, avec une discrétion qui pourrait faire croire qu'il craint les foudres de Jean-Marie Le Pen.

- Il faut que l'administration obéisse aux injonctions du



■ A laisser se banaliser des propos racistes, on en arrive à des monstruosités.

pouvoir politique, au lieu de multiplier les obstacles et d'allonger excessivement les délais, en matière de cartes de séjour et de naturalisation par exemple.

- Il faut que la justice soit égale pour tous alors que, dans l'affaire Malik Ousseine comme dans celle, toute récente, de Marseille, elle est d'une surprenante bienveillance à l'égard des policiers coupables.

- Il faut en effet que certains policiers, cessent de se considérer au-dessus de celle-ci, par leurs voies de fait et, parfois, leurs exécutions sommaires. « Un soldat juste est le plus juste des hommes, en vertu de tout ce qu'il risque pour la justice » disait Maurice Clavel. La maxime peut être appliquée aux policiers. S'ils n'oublient pas qu'ils sont au service de la justice.

Sylvie FERNOY

## Humeur

# L'air du temps

Les enjeux se déplacent ou sont radicalement transformés, mais nos élites s'y adaptent avec une remarquable célérité.

**D**ans les colloques sur les pays de l'Est, on écoute avec componction des Baltes, des Géorgiens et des Allemands parler de leur nation. Il y a un an les mêmes - gens de cabinets ministériels, professeurs de sciences politiques, chefs d'entreprise - juraient qu'il n'était pas possible de sortir du totalitarisme, absorbaient d'un air entendu d'innombrables discours sur le Grand Marché, et tançaient sévèrement ceux qui osaient encore évoquer l'existence de nations. Il y a vingt ans, les mêmes colloquaient docilement sur l'autogestion yougoslave, ou sur le « mode asiatique de production ». Dans quelques années, ou dans quelques mois, quel événement, quelles analyses écouteront-ils avec leur inaltérable bienveillance, et cet air de laisser entendre qu'on l'a toujours su ?

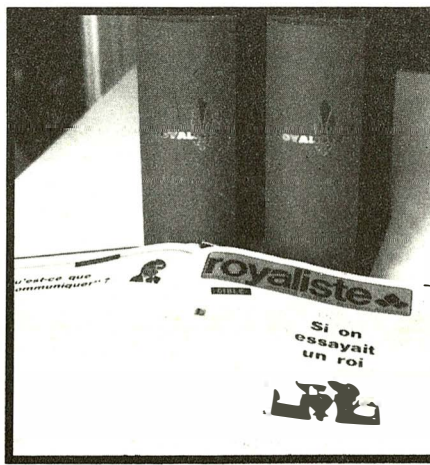
On a toujours su que l'Allemagne allait s'unifier, même quand on affirmait que les nations étaient effacées par le processus d'intégration communautaire, et toujours dit qu'il ne fallait pas avoir peur. La preuve, c'est qu'on met plein

d'aigles bien noirs sur les couvertures des magazines.

On a toujours su, hélas, cher ami, que Le Pen était incontournable, même si on a répété pendant des années qu'il n'aurait jamais un seul député, même à la proportionnelle, qu'il n'aurait jamais un député au scrutin uninominal, qu'il ne ferait jamais 25% des suffrages, et qu'il n'obtiendrait jamais l'adhésion d'un seul intellectuel - comme le prouvent les récentes élections partielles et la longue liste des membres du « Conseil scientifique » du Front national.

On a toujours su que le Marché ne fonctionnait jamais spontanément, que l'intervention de l'Etat était indispensable, et qu'il ne fallait pas exploiter les cadres, sous prétexte d'excellence, au point de les faire craquer. On a toujours su qu'il y avait des pauvres et tout de même trop d'inégalités. Après une période de libéralisme acharné, il est sûr que le socialisme va redevenir à la mode. Seul le Parti socialiste n'est pas au courant.

Yves LANDEVENEC



Reliez  
votre collection  
de « Royaliste »

Reliure pleine toile bleue  
avec inscription « Royaliste »  
en or, pouvant contenir 52  
numéros du journal.

Prix franco 75 F

## Le mur de Pantin

Il semble que certains coins de notre planète résistent au grand vent de l'Histoire: Pékin, l'Albanie ou... Pantin. Cette commune de l'ancienne «ceinture rouge» de Paris vient de donner un démenti cinglant à l'inexorable déclin du communisme qui se poursuit dans le monde entier.

**L**e jour même où les Allemands de l'Est se dotaient d'une assemblée nationale dominée par la droite libérale, les électeurs pantinois, à près de 50%, donnaient l'avantage à leur maire P.C., Jacques Isabet, malgré les remous et les scandales d'une campagne électorale très «stalinienne».

L'histoire commence en mars 1989. A l'époque, des tracts à l'en-tête du CNI avaient été distribués à Pantin à la veille du premier tour des municipales, annonçant la conclusion d'un accord de la droite et du Front national pour le deuxième tour. A la suite d'un recours de la liste RPR, le Conseil d'Etat a jugé que ces tracts manifestement faux, avaient pu influencer sur le vote des électeurs et fausser les résultats, d'où annulation et nouveau scrutin en mars 1990.

Pour la première fois depuis trente ans, la droite dans son ensemble - si l'on excepte le F.N. - allait présenter une liste unie, dirigée par le conseiller général RPR Jacques Oudot. A gauche, union également, malgré de forts tiraillements au sein du P.S., de la part des rocardiens désireux de créer une liste indépendante.

Une liste écologiste, soutenue par les Verts, rassemblera des mécontents du P.S., mais aussi des personnalités locales (responsables associatifs, syndicalistes, etc.). Pour le P.C.F., leader de la liste de gauche, cette «quatrième liste» signifiait le risque de rater la majorité absolue au premier tour et peut-être de perdre la mairie au second. Aussi les pressions furent très fortes pour empêcher la constitution de cette liste puis son dépôt en préfecture: intimidation, commandos «musclés», etc. Le Tribunal administratif a dû être saisi par les écologistes pour obtenir le dépôt définitif de leur liste.

La présence d'un royaliste sur la liste écologiste, bien connu à Pantin pour ses prises de position «à gauche» - aux présidentielles de 1988 en particulier - n'a finalement été que peu exploitée par les communistes qui ne semblent plus s'étonner qu'un monarchiste puisse défendre des idées «progressistes». Il est vrai qu'en Espagne, un certain Santiago Carillo...

Philippe DELORME

*Jeune Royaliste et  
Démocrate*

Voir page 11

## L'intervention du roi Michel

Dans le contexte plutôt troublé qui est celui que connaît le pays depuis la chute du Conducator Ceausescu, la récente déclaration de Michel de Roumanie mérite que l'on s'y attarde.



**L**e roi Michel a régné deux fois. La première de 1927 à 1930 alors qu'il était enfant; puis de 1940 à 1947, dans une période difficile où il eut à s'opposer successivement au général Antonescu, favorable au nazisme, puis à partir de 1944 aux communistes. Il vit actuellement en exil à Genève d'où il a fait savoir au Conseil provisoire d'union nationale (l'organisme faisant actuellement office de Parlement à Bucarest) son désir d'assumer les charges qui découleraient du rétablissement de la Constitution de 1923. Cette constitution en vigueur sous le règne de son grand-père Ferdinand Ier et inspirée du modèle belge a été suspendue par le coup de force communiste de 1947. L'ancien roi Michel de Roumanie l'avait d'ailleurs rétablie en 1944 contre l'opresseur nazi. Cette constitution parachevait l'unité de la Roumanie «Etat unitaire et indivisible» et garantissait les libertés démocratiques.

Toutefois, selon Michel de Roumanie, le texte juridique devra être remanié et seule une

assemblée issue d'élections libres pourrait légitimement procéder aux amendements nécessaires. Enfin, c'est le peuple, par voie de referendum, qui déciderait du rétablissement définitif du texte modernisé.

A l'évidence, le succès de l'initiative de l'ancien roi dépend avant tout du résultat des élections législatives du 20 mai prochain. Quoiqu'il en soit on ne peut que se féliciter de voir l'intérêt que porte le roi aux affaires de son pays et du recours qu'il peut représenter dans cet Etat de droit qu'est la Roumanie d'aujourd'hui. La proposition avancée par l'ancien monarque montre son attachement aux idées démocratiques et surtout constitue une base de réflexion sérieuse pour les Roumains à la recherche de nouvelles institutions.

Frédéric PIERRE

Le dernier numéro du *Lys Rouge* (n°40) consacre une large place à l'action du roi Michel et à ses répercussions dans la presse. (Prix du n°: 25 F franco - abonnement 4 n°: 60 F, chèques à l'ordre de «Royaliste»).

## Quelle diplomatie ?

**Y**alta est mort et avec lui la diplomatie gaulliste du « sortir de Yalta » qui a guidé notre politique étrangère depuis 45 ans avec pour double objectif de mettre fin à la division de l'Europe et ce faisant de réintroduire la France dans le concert des grands. La fin de la division de l'Europe supprime ce fondement d'un rôle et d'un rang propres à notre pays. En ce sens, il est vrai que le gaullisme ne va plus nous servir. Cette année anniversaire qui voit le triomphe de ses conceptions sur l'unité allemande et la conférence pan-européenne en scelle l'achèvement.

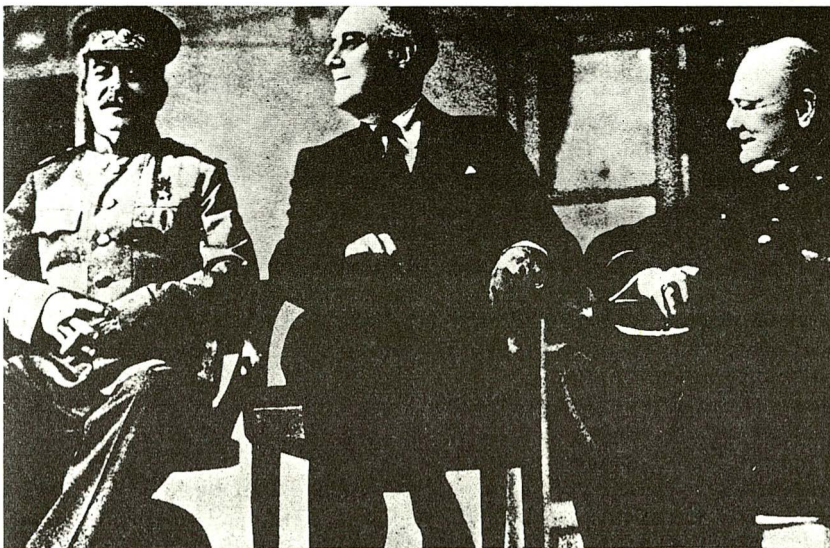
Est-ce à dire que l'inspiration doit maintenant venir de ceux auxquels il s'est opposé ? De ce qui, selon ceux-ci, aurait été manqué par lui : la construction européenne à l'ouest qui eût pu réaliser sous son égide une Europe française ?

Les reproches rétrospectifs sont aussi irrélevants qu'une anachronique idolâtrie.

Il faut remonter à une plus ancienne histoire. L'histoire de la France en Europe obéit à un cycle où alternent les périodes de relèvement, après 1763, 1815, 1871 et 1940, et d'Europe française, dans la suite de la Révolution et de l'Empire, de 1848, de 1918 et donc logiquement de l'actuel mouvement à l'Est de la fin 1989. Comment ? Que faudrait-il pour que la France joue un rôle exemplaire dans le nouveau règlement de paix européen succédant à Yalta comme hier au système Metternich ?

Les résistances à la formule « 2 + 4 » montrent qu'au-delà de la règle classique du parallélisme des formes, il n'est plus possible de s'en tenir à une diplomatie gaullienne d'intermédiaire entre les deux grands, encore moins au statut que nous valut l'insistance de Churchill,

Après s'être maladroitement évertuée en vain à « marquer » les Allemands, notre diplomatie réfléchit à ce que serait un rôle spécifiquement français : comment rebondir ?



■ Yalta, c'est fini ! Que faire aujourd'hui ?

après Yalta, à Berlin et dans les zones d'occupation en Allemagne.

Une autre idée de manœuvre est constituée par ce que l'on appelle l'Europe rose, la déferlante social-démocratie fondant en substance une unité européenne comme hier l'Europe démocrate-chrétienne, dite Europe du Vatican, dont la technicité d'un Monnet n'était qu'un habillage à destination des Américains. S'il en allait ainsi, nos braves européens libéraux pourraient prendre peur d'être floués sur la marchandise. Mais cette social-démocratie n'est pas un concept opérationnel à l'Est où la référence est tout au plus allégorique. Elle n'est plus un projet commun entre Mitterrand, Brandt, Craxi (ou Occhetto) et Kinnock. Il n'y a aucun déterminisme dans la solidarité internationale des idéologies.

Reste l'idée-force du « il faut aider Gorbatchev » ou plutôt : « sauver Gorbatchev ». On n'éludera pas pour autant le

dilemme qui fut le nôtre en 1848 comme en 1918 : l'ordre ou la liberté. En 1848, l'embarras venait du fait qu'on ne pouvait songer ni à participer à la restauration de l'ordre, qui nous aurait valu une alliance russe alors plus utile que par la suite mais contraire à nos valeurs, ni soutenir les éléments novateurs déjà trop radicalisés et nous menaçant à l'intérieur même du régime. En 1918, autre valse-hésitation entre l'ordre, dont nous n'étions pas prêts à assumer les charges qui revenaient au vainqueur, et la liberté alors capitalisée par les bolcheviques.

Aujourd'hui (Lituanie, etc.), faut-il accorder la priorité au maintien de la stabilité en préservant la capacité internationale de l'URSS, sa puissance et l'unité de l'Empire, ou à la liberté en l'obligeant, comme ce fut manqué hier avec l'empire d'Autriche, à se fédéraliser, se démembrer, se réorienter plus à l'Est ? Au risque dans le premier

cas d'une alliance avec qui est trop faible pour nous donner la main, dans le second cas de conflits armés en chaîne. Chaque hypothèse a ses partisans. On n'a pas choisi. Tant qu'on ne l'aura pas fait, on ne pourra pas parler de stratégie.

Das les deux cas, il faut ne rien avancer que nous n'ayons la volonté et les moyens de soutenir matériellement, c'est-à-dire économiquement, politiquement voire militairement (par exemple une garantie de la frontière Oder-Neisse). Avant de s'engager, il faut s'être posé la question de savoir si nous sommes prêts à faire face à toute éventualité. Il serait criminel d'accompagner les nouveaux pouvoirs pour les laisser ensuite au milieu du gué. Il vaudrait mieux tout de suite dire comme Cheysson en 1981 devant l'état d'urgence en Pologne : « Bien sûr, nous ne ferons rien ! » C'est tout le débat très mal engagé sous l'appellation imprudente de « droit d'ingérence ». Et s'il faut à tout prix se référer à de Gaulle, pourquoi ne pas rappeler qu'il avait gardé de son expérience de la mission Weygand d'assistance militaire à la Pologne en guerre contre l'armée rouge en 1920 l'idée, qu'il exposa dans *Vers l'armée de métier* en 1934, d'interventions ponctuelles et différenciées qui nous auraient conduits à réagir contre la remilitarisation de la Rhénanie, l'Anschluss ou l'entrée dans les Sudètes. Imagine-t-on aujourd'hui, comme la rumeur en a couru, qu'une telle tâche soit confiée à la brigade franco-allemande ? Faute d'avoir répondu, au moins pour soi et dans le secret des conseils du Roi, à ce genre de questions, il vaut mieux en effet rester coi et voir venir (*wait and see*).

Yves LA MARCK

## Misères de l'économie

**Q**ue l'on soit familier des choses économiques ou ignorant de celles-ci, le livre de Bernard Maris retient immédiatement l'attention par une verve qui ne faiblit pas d'un bout à l'autre de l'ouvrage, et par l'irrésistible drôlerie de sa critique. Mais il ne suffit pas de saluer ces « Economistes au-dessus de tout soupçon » (1) comme le pamphlet d'un enfant terrible de l'Université, et rien ne serait plus faux que d'y voir une tentative de destruction. Sous l'humour décapant, apparaît le projet, révolutionnaire, d'une économie repensée et clairement située par rapport au politique.

### ILLUSIONS ET EXCES

**S**i Molière vivait aujourd'hui, il ne mettrait plus en scène des médecins, mais des économistes: suffisance des experts, nullité des analyses, échec des remèdes, et charabia qui masque une ignorance crasse. Beaucoup s'en doutaient, mais comment résister aux modèles économétriques, aux prévisions des experts, aux théoriciens consacrés par des prix Nobel ? Cet arsenal impressionnant n'est pourtant qu'une illusion. Magie du chiffre, qui permet d'éluder un problème (« *chiffré, le mal n'en est déjà plus un* ») ou qui tient lieu de politique (notre budget augmentera de tant...). Imposition des sondages, qui tentent de mesurer ce qui échappe à toute quantification - aussi bien l'amour que les pratiques culturelles. Caractère douteux des statistiques et fausseté des modèles économiques - simples extrapolations du passé vers un

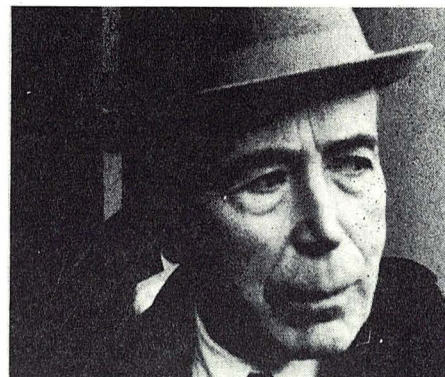
futur très proche qui ne permettent ni de connaître, ni d'expliquer, ni de prévoir. Par exemple, « *les modèles économétriques de la masse monétaire américaine sont exacts à 20% près* », notre budget de 1988 contenait une erreur de 40 milliards, les experts n'ont cessé de se tromper sur l'évolution des cours du pétrole depuis 1973 et sur les fluctuations du dollar. D'où le recours, dans les notes de conjoncture, à la méthode de l'exténuation: les phrases sont tellement adoucies qu'elles finissent par ne plus rien signifier.

Ces approximations n'empêchent pas la science économique de prospérer. Accumulation des modèles, multiplication des concepts, inflation des théories qui, là encore, impressionnent par leur complexité et les démonstrations mathématiques dont elles sont ornées. Cent mille théorèmes sur le chômage depuis 1973, des dissertations à n'en plus finir sur l'économie pure, sur le calcul de l'équilibre, sur la rationalisation des choix, sur la croissance optimale... « Ce qui caractérise la science moderne, dit Bernard Maris, ce n'est pas le déficit d'explication, c'est le trop plein ». Mais cette inflation des théories permet de moins en moins de comprendre les fluctuations économiques et de faciliter l'élaboration des politiques. « Née de l'utilité, l'économie est devenue la science de l'inutile ». C'est une mathématique du pauvre, qui n'apporte rien aux mathématiques, une « élucubration auto-entretendue » qui produit une caricature de scolastique. Irresponsable, invérifiable, étrangère au concret, fondée « sur la compilation et la glose, le commentaire et l'approfondissement du commentaire », la

science économique n'est qu'une idéologie bricolée, un voile jeté sur sa propre ignorance.

### LE DIEU MARCHÉ

**M**isère de l'économie, disait Marx. Le jugement vaut d'abord pour le marxisme, auquel Bernard Maris règle son compte en peu de pages, l'actualité s'étant chargée de dissiper le prétendu socialisme scientifique et ses innombrables variantes. Triomphe du capitalisme ? On le clame depuis quelques mois. Mais son idéologie porteuse, fondée sur la morale utilitariste et sur l'apologie du marché, n'est pas moins totalitaire, anti-libérale,



■ A. Pinay, V. Giscard, R. Barre, A. Minc. Choses invérifiables et pris des mesures e.

**D**octeur d'Etat ès sciences économiques et maître de conférence à l'université des Sciences sociales de Toulouse, Bernard Maris vient de publier une critique radicale de la prétendue science économique et de ses applications pratiques. Travail salutaire, où s'esquisse le projet d'une véritable politique économique.

réductrice et matérialiste que le communisme. Le marché est totalitaire puisqu'il cherche à homogénéiser les hommes et les choses (« Il n'est guère que les relations hommes-chats qui lui échappent encore, en attendant que ces pauvres bestioles possèdent leurs cartes de crédit Ronron »). Le marché est réducteur dans sa volonté d'inscrire les désirs, les sentiments, la morale et le droit dans une analyse en termes de coûts et de bénéfices à la manière de Milton Friedman et de Gary Becker: rien de plus matérialiste que cette théorie utilitaire héritée du vieux Jeremy Bentham; le marxisme, au moins, avait un fondement éthique. Enfin l'idéologie du marché est « l'antithèse du libéralisme, si l'on entend celui-ci non comme une simple règle du

laisser-faire, mais comme un droit à la différence, à l'hétérogène, au composite. Liberté est synonyme de pluralisme. Marché est, au contraire, un principe unificateur et réducteur. Universel et uniforme, il est contre le village, la ville, la Nation, pour le Village Universel. Il permet de comparer et d'évaluer, à tous il donne mesure et prix, et en général, ce qui a un prix a peu de valeur. Le différencié devient indifférencié, l'hétérogène homogène. Les couleurs se fondent dans le gris monotone de l'argent. Tout est argenté par le marché ».

Mais la planification n'échappe pas non plus à la critique de Bernard Maris. Après avoir rappelé l'échec des quatre plans pour l'acier et des dix pour la sidérurgie, il observe que « la débâcle industrielle correspond à l'entrée en force de l'économétrie et de la prévision sérieuse » dans une planification qui n'est plus qu'un souvenir. Après les records d'erreur du commissaire Michel Albert - « le seul planificateur au monde à avoir échoué dans un plan sans contenu - et du plan intérimaire de Michel Rocard (le recul du chômage), on a laissé l'Allemagne faire la planification française et on a abandonné les objectifs chiffrés - l'actuel plan Stoleru étant exemplaire de l'anti-planification.

## ERRANCES POLITIQUES

Fondées sur la nullité théorique et l'ignorance pratique, les diverses politiques économiques appliquées en Occident ne peuvent échapper à l'incohérence, quant elles ne confinent pas à l'imposture. Ainsi la politique de Reagan, « sommet de l'absurdité économique », qui s'est caractérisée, si l'on peut dire, par un dollar fort, puis faible, par la dérégulation et par l'accroissement du poids de l'Etat, par le discours sur la défense de l'épargne et par sa liquidation effective, par l'apologie du marché et par le protectionnisme, mais aussi par

huit années de croissance et par la réduction du chômage grâce à l'application de techniques qui ressortent d'un keynésianisme primaire (le déficit budgétaire, les commandes publiques) mâtiné de dirigisme.

Puisque nous sommes toujours à la remorque des Américains, soigneusement traduits et imités depuis des décennies, il serait étonnant que nous puissions être satisfaits de nos gloires nationales. En effet. Malgré son prix Nobel, Maurice Allais n'a rien apporté de neuf à la théorie, nos oracles se sont trompés avec une constance remarquable, et nos « décideurs » se sont contentés de cultiver quelques mythes et de prendre, en toute méconnaissance de cause, des mesures plus ou moins néfastes. A Servan-Schreiber montrant la suprématie américaine à la veille de son déclin, a succédé Alain Minc qui s'efforce de nous convaincre que notre pays toujours plus inégalitaire est menacé par l'égalité. Nous célébrons Pinay, l'homme qui a cassé l'expansion industrielle de notre pays, nous respectons les silences de Raymond Barre qui font oublier que la période 1976-1981 fut celle de l'inflation, de l'accélération du chômage, de la débâcle industrielle, de la chute des investissements, et nous croyons que Pierre Bérégovoy est socialiste - lui qui a permis le déchaînement spéculatif sur les marchés financiers et qui ne semble toujours pas s'en indigner. N'oublions pas Giscard d'Estaing, l'homme du célèbre emprunt (7 milliards empruntés, 70 remboursés, dont la moitié à l'étranger), ni Chirac qui, au nom de la théorie de Laffer (« optimum du crétinisme économique ») a baissé les impôts tout en les récupérant, sou par sou, par l'augmentation des cotisations sociales. Tout cela au nom de la « contrainte extérieure », qui permet aux hommes politiques de ne rien faire, et des « grands équilibres » qui n'ont jamais rien signifié.

Qu'on se rassure: ces illusions et ces échecs n'empêchent pas les bavardages sur le cours du dollar (qui n'est lié... qu'au cours du dollar), les pleurnicheries d'un patronat qui a obtenu tout ce qu'il voulait (plus

de grèves, des syndicats laminer, des chômeurs et des emplois précaires, des travailleurs exploités comme jamais, des socialistes ralliés au capitalisme), et l'inflation toujours croissante des statistiques et des travaux d'experts.

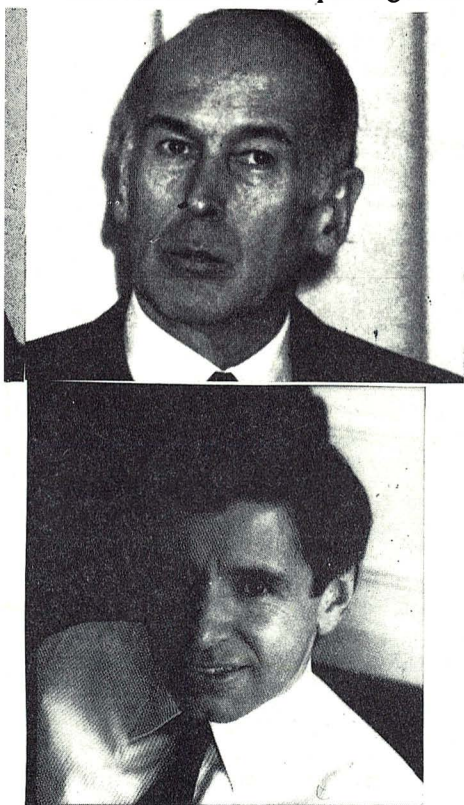
## KEYNES ET MITTERRAND

**D**e cette critique décapante, on se gardera de conclure qu'il n'y a rien à faire. Au contraire. Cette destruction méthodique des faux-semblants fait ressortir la nécessité d'une pensée sur l'économie, dont le fondement pourrait être l'œuvre jamais vraiment lue d'un Keynes effectivement révolutionnaire dans sa dénonciation, notamment, de l'infamie des taux d'intérêt, et l'urgence d'une restauration du projet et de la décision politiques. Qu'il s'agisse de lutter contre l'inflation ou de développer les échanges, la politique économique est d'abord une politique accomplie grâce à l'autorité d'un Etat légitime. D'où l'importance que Bernard Maris attache à la doctrine économique de François Mitterrand, qu'il présente comme une doctrine monétaire nominaliste et régaliennne. Héritier (inconscient ?) de Jean Bodin pour qui « la nature fait les métaux, le roi fait les monnaies », F. Mitterrand dénie à la monnaie toute valeur en soi, défend la conception, toute politique, d'un pouvoir souverain qui garantit la valeur de la monnaie et la paix des échanges, entend soumettre les banquiers à l'intérêt public (nationalisation du crédit), et refuse d'associer le franc (c'est-à-dire la Nation) et l'argent (c'est-à-dire le marché).

Ces aperçus laissent cependant le lecteur sur sa faim. De Bernard Maris, nous attendons un essai sur la pensée de Keynes et un autre sur ce qu'il appelle le « romantisme économique de F. Mitterrand ». Ce qu'il laisse entendre l'y a engagé.

B. LA RICHARDAIS

(1) Editions Albin Michel, 1990, prix franco: 132 F.



... oracles ou décideurs, ils ont raconté des  
à toute méconnaissance de cause...

## Lemétier d'éditeur

**P**as un article pour rendre compte de cet *Hommage de l'auteur absent de Paris* (1). Certes Norman Corti est un inconnu, mais la presse est aussi faite pour découvrir des talents. Et s'il est vrai qu'on ne peut parler de tous les livres, celui-ci aurait dû retenir l'attention. Sous la forme d'un roman policier, Norman Corti a en effet traité un sujet dont on débat par ailleurs gravement: le saccage de l'édition par les marchands de papier.

Un ancien soldeur de livres, devenu éditeur ayant pignon sur boulevard, est retrouvé mort dans son discret studio. Un inspecteur épris de littérature mais fort ignorant des milieux où se fabrique ce qui en tient lieu, verra se dévoiler au fil de son enquête une comédie humaine sordide et dérisoire. Méthodes commerciales du défunt Gaston Bluffard, fondées sur le mépris de la littérature et la haine de l'écrivain, obscénité de sa veuve, prodigieusement inculte qui prend la direction de la maison, jeux du pouvoir et du sexe, corruption, délation...

A certains détails, à certaines allusions plus que transparentes, on devine que Norman Corti décrit plus qu'il n'invente. Vengeance d'un aigri ? Il y a dans ce livre trop de distance et d'ironie pour qu'on puisse réduire ce livre acide à un règlement de comptes. Cet *Hommage de l'auteur* est adressé au métier d'éditeur, et témoigne d'une exigeante passion.

Jacques BLANGY

(1) Ramsay, 1989, prix franco: 111 F.

Consultez notre  
service minitel

36.15 AGIR\*NAR

## Journal de Judée

**Si demain Israéliens et Palestiniens se reconnaissent et s'acceptent mutuellement au sein de leurs Etats respectifs, c'est beaucoup au courage d'hommes comme Jacques Pinton qu'on le devra.**

**U**n officier israélien témoin, nous dit la bande de couverture du *Journal de Judée*. C'est en effet la relation, par le capitaine de réserve Jacques Pinton, d'une période militaire en Cisjordanie occupée entre août et septembre 1988, au 9ème mois de l'Intifada, le soulèvement palestinien.

Jacques Pinton fait partie de ces Israéliens, convaincus du droit des Palestiniens à l'autodétermination mais qui pensent que la loi démocratique comme la sécurité de leur propre Etat leur commandent d'accomplir leur devoir militaire, sans renoncer cependant aux exigences de leur conscience ni à leurs droits de citoyens. D'autres, comme son camarade Y., militant responsable du mouvement *Yesh Gvoul* « Il y a une limite », vont plus loin, refusant de porter les armes au-delà de la « ligne verte » \*

C'est donc un journal des opérations de « maintien de l'ordre » sur les routes et dans les villages de Judée \*\*. Démantèlement des barrages de pierres, perquisitions, représailles, emprisonnements, dispersion de manifestations... tout y est dans ces 120 pages d'une écriture dense et poétique à la fois.

Sur les hauteurs du village de Beit Our El Tahta des vitures ont été attaquées à coup de pierres; dans le même secteur Tsafa, que les soldats ont baptisés « Little Palestine », est en grève fiscale, drapeau palestinien déployé sur le minaret. La compagnie du capitaine Pinto a établi un barrage de contrôle près de



l'école de Beit Our : vérification des pièces d'identité et des acquits de redevances fiscales. « Au barrage c'est la confusion. La peur. Les cris des personnes dans la nuit hostile... (Puis c'est l'activité culturelle dans un bosquet voisin). Le sermon terminé, les cartes d'identité sont restituées nominativement à la lueur d'une torche électrique. Les ombres regagnent leur voiture sans un mot, résignées. Cette résignation a quelque chose de bouleversant et de révoltant à la fois... Avec elle, survient soudain la sensation de la toute-puissance sordide qui nous est attribuée légalement sur ces milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. Et l'on se sent abject ou enivré d'importance ».

Traversé par une évidente sympathie pour ces pauvres gens, le témoignage de Jacques Pinto n'est pourtant pas écrit d'avance. La Révolution des

pierres n'a rien d'angélique, il le sait. Les pierres, les billes d'acier, les bouteilles incendiaires tuent aussi. Plus grave : soulèvement populaire et violences terroristes restent mêlées : « Pour l'exemple on avait minutieusement tranché la gorge et les membres d'un policier de Jericho qui avait hésité à quitter l'uniforme et, du même coup, à perdre son gagne-pain et celui de sa famille ». L'auteur note aussi l'effet sur ses hommes et sur lui-même de l'assassinat d'un enfant juif, le visage fracassé à coups de pierre à quelques mètres de sa maison. « La nouvelle a tendu l'atmosphère au sein de la compagnie. Quelque chose lentement se durcit au fond de nous ».

Pendant cette lucidité n'est nullement prétexte à renvoyer les uns et les autres dos à dos. Le Capitaine Pinto sait bien que, par-delà la noblesse ou la cruauté de ses adversaires, ce qui est en cause c'est la domination ou non d'un peuple par un autre. Et il le dit clairement et calmement à ses concitoyens. « C'est dans la cour de ces prisons à ciel ouvert que l'on forge la jeunesse d'acier d'un peuple en gestation. On aura beau s'obstiner à les désigner de toutes sortes de noms... on ne changera rien au fait que ces hommes ont aujourd'hui pris conscience qu'ils formaient un peuple et qu'ils sont prêts à mourir pour le crier à la face du monde ». Le journal se clôt sur la mort d'une fillette de 13 ans. Nahil Touchi n'avait pas été mise en avant. Elle était en avant, animant les manifestations sous sa cagoule et son pantalon blancs.

Roger AKRICHE

\* Frontière d'Israël avant la guerre de juin 1967.

\*\* Cisjordanie centrale et méridionale. Jacques Pinto, *Journal de Judée*, éd. du Seuil, prix franco: 77 F.

# La Katastroïka est-elle inévitable ?

■ Gérard Leclerc



Alexandre Zinoviev n'entend pas séparer son travail de romancier de sa vocation scientifique. Son dernier livre, sous l'apparence de la fiction - mais cette fiction se veut sans doute la réalité pure - constituerait donc une leçon de physique politique. On hésite tout de même un peu à le croire sur parole, même si une petite musique maudite nous susurre que le pire est toujours l'hypothèse la plus sûre. Comment ne pas songer en lisant *Katastroïka* à la sagesse amère et cynique d'un conte de Voltaire, mais dépourvu de la légèreté élégante de notre XVIII<sup>ème</sup> siècle ? Il y a au moins la grâce d'un sourire d'indulgence dans *Zadig* ou *Candide*. Chez Zinoviev, le plafond est toujours au plus bas. Et la plaisanterie relève de la bouffonnerie pesante ou tout simplement dégoulinante. C'est l'humanité qui s'échappe par le bas et qui n'en finit pas de se repaître de sa propre dérision.

Cet univers de grossièreté révèle un désespoir sans remède. Pourtant, quelque chose fait que la prétention « scientifique » de l'observateur social ne semble pas usurpée. Zinoviev n'est pas Cioran. Son pessimisme ne s'identifie pas complètement à un parti pris d'esthète. Il s'est forgé à l'école de l'homo soviéticus, cette machine à détruire les âmes qui pendant soixante-dix ans n'a cessé de fonctionner à plein rendement. Hormis sa lucidité qui lui permet d'émerger, la machine a eu raison de l'essentiel en brisant toute propension à vraiment désirer un salut pour lui-même et son peuple. Et là réside sans doute le pire : non seulement Zinoviev ne voit aucun moyen de s'en sortir pour l'Union soviétique, mais il se refuse à vraiment imaginer une voie de sortie. Sa physique sociale repose sur cette certitude que briser le système social de l'homo (contraction de l'homo soviéticus) c'est briser des conditions d'existence irremplaçables et provoquer ainsi un processus plus catastrophique encore. En un mot, la perestroïka ne peut déboucher que sur la katastroïka et celle-ci ne sera stoppée que par l'appareil qui resaisira un jour brutalement la société en morceaux, en établissant plus encore son autorité de fer.

Et voilà Gorbatchev jugé ! « La direction gorbatchévienne s'est lancée dans une agitation réformatrice afin d'impressionner l'Occident, de gagner son soutien et de prévenir la crise qui menaçait. Mais le système tout-puissant du pouvoir soviétique est loin de pouvoir tout faire. L'activité réformatrice de Gorbatchev a au contraire précipité la crise : de potentielle, celle-ci est devenue réelle. Le gouvernement soviétique a perdu le contrôle de ce processus, qui l'a contraint à adopter un comportement qu'il n'aurait jamais pu prévoir. La perestroïka a été une tentative de prévenir la crise, une manifestation, une conséquence de la crise et, une fois que la crise fut devenue réalité, une tentative d'en sortir par une occidentalisation superficielle, illusoire et forcée de la société soviétique ». Ce texte comme l'ensemble des analyses politiques du livre réclamerait une lecture rigoureuse. La cohérence de l'ensemble n'est pas toujours sûre, ou bien alors elle est problématique. Il faudrait déterminer en particulier si l'occidentalisation de Gorbatchev est vraiment voulue comme telle ou si c'est de la frime. La pensée de fond est que de toute façon elle est impossible. Mais il serait intéressant de savoir si les dirigeants actuels de l'Union soviétique s'inspirent sincèrement de l'exemple de Pierre le Grand.

La misanthropie indélébile du romancier lui interdit de prêter aucun sentiment généreux ou projet positif à un personnage quelconque de son univers bourbeux. Autant dire que tout est fatalité. La fable bouffonne et vériste que constitue *Katastroïka* n'a pas d'autre sens que l'inévitable dérive des êtres et des choses. Il n'y a plus qu'à prendre son parti de la suite. La prochaine purge est en route. Si Gorbatchev ne prend pas le visage lui-même, on le forcera ou on le liquidera. A moins qu'il ne soit investi du pouvoir de Staline au point d'être indégommable...

Encore une fois, le problème avec Zinoviev c'est que sa férocité, loin d'être gratuite, se nourrit d'une réalité qui ressemble étrangement à la fable. Tout est cruellement vrai, presque à la lettre, même les outrances, surtout les outrances.

Toute la question est de savoir s'il n'est pas une voie de sortie de ce champ bétonné. Ce qui s'est passé ces derniers mois dans divers pays de l'Est montre pourtant un certain renouveau des forces sociales, qui se révèlent, en tout cas, plus vivaces que le système de mort qui voulait les étouffer et qui s'effondre dans la dérision en quelques semaines. Certes, ils ne sont pas tous sortis d'affaire. Les Roumains, en particulier. Mais il n'y a pas si longtemps qu'on affirmait l'impossibilité de venir à bout de ce bloc de l'Est.

Il est possible que plane sur l'Union soviétique elle-même une particulière malédiction. Soljénitsyne - le rival littéraire insupportable à l'auteur des Hauteurs béantes - n'a pas parlé pour rien de la nécessité d'une véritable rédemption pour le peuple russe. Zinoviev ne peut évidemment y croire un instant, il n'en est pas moins le témoin le plus convainquant de la chute d'une humanité. D'autres compatriotes, que je connais, sont les témoins crédibles de cette rédemption, parce que le système n'a pas réussi à les déshonorer et qu'il a même réussi à les héroïser. Ils sont la preuve vivante de la possibilité d'un renversement du cours des choses. *Katastroïka* peut bien les salir ou les ignorer. Leur seule existence est un démenti que Zinoviev ne peut que dissimuler au prix de mensonges dont le communisme lui a appris la recette.

Reste la dernière énigme. Le système peut-il céder au sommet, là où la nomenklatura prospère du malheur et de la bêtification du peuple ? Soljénitsyne, loin de repousser pareille hypothèse, y voyait la seule chance de s'en sortir. C'est pourquoi il écrivit en septembre 1973 sa fameuse lettre aux dirigeants de l'Union soviétique. On ne la relit pas sans profit aujourd'hui. Elle trace un programme qui à certains égards ressemble à la perestroïka. Je ne dis pas que ce programme ne sera pas trahi, je ne suis pas sûr que Gorbatchev s'en inspire. Il a au moins le mérite de refuser la fatalité et de choisir la seule voie qui ne tournera pas à la *Katastroïka* : « Mais l'âme humaine ne connaît-elle point encore cette autre exigence : le rachat du passé ?... L'important, c'est de commencer. L'important c'est de se décider. Et cela dès maintenant. Si vous temporez, c'est la vie qui formulera ses exigences et d'une façon combien plus brutale, combien plus pressante ! »

De toute façon il n'est pas d'autre alternative que celle que proposent à leurs compatriotes les deux écrivains : consentir à l'inéluctable ou choisir la fin de ce régime déchu.

**Gérard LECLERC**

Alexandre Zinoviev *Katastroïka*, roman, L'Age d'homme.

## L'accent du pays

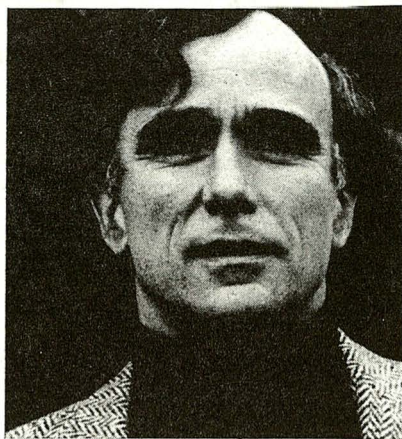
*L'accent du pays* est - au meilleur sens du terme - un livre de journaliste, la chronique d'un retour en France par un lauréat du Prix Albert-Londres qui « regarde son pays sans complaisance ».

**J**ean-Claude Guillebaud se sera probablement inspiré de James Joyce pour brosser ce portrait de notre pays entre avril 86 et septembre 89; Joyce affirmait en effet que les armes de l'écrivain sont l'exil, la ruse et le silence.

L'exil. De Beyrouth à Saïgon, de Djibouti à l'oasis de Sak Hallol où chaque palmier porte un nom de femme, Guillebaud voyage beaucoup pour le plus grand plaisir de ses lecteurs. Les paysages tranquilles de Charente ou les sables du désert ? Les racines ou le départ ? Le particulier ou l'universel ? Oppositions vaines ! Pour écrire et exister, la séparation d'avec soi-même s'impose au grand reporter. « *Ecrire c'est se séparer : quitter le corps de la mère; s'éloigner (un temps) de la terre natale* », disait aussi Tahar Ben Jelloun... On perçoit mieux l'accent du pays après une longue absence, et l'importance des événements qui l'agitent s'en trouve relativisée...

La ruse. En refusant de choisir entre la Charente où il habite et Paris où l'appellent ses obligations professionnelles de journaliste, d'écrivain et d'éditeur, Jean-Claude Guillebaud ruse et exerce sa vigilance : il se tient à distance d'un tapage médiatique trop envahissant mais écarte également les dangers d'un certain provincialisme et de ses « nostalgies d'enracinement ».

Ce grand écart permanent et l'expérience acquise au cours de ses voyages l'autorisent à juger nos modes intellectuelles hexagonales avec un peu d'ironie et une pointe de scepticisme. Ses réflexions sur la soft politique,



le fonctionnement de notre démocratie et la « *sotte révérence des courtisanes* » de l'Elysée mériteraient un long débat !

Le silence. Que va-t-on chercher au désert ? Que retrouve-t-on au petit matin, sur les bords de la Charente ? Peut-être un goût du silence qui fait singulièrement défaut à l'époque de la Communication triomphante et amène le journaliste exigeant à s'interroger : comment - sérieusement et gravement - parler encore ?

Au début de son livre Jean-Claude Guillebaud nous révèle qu'il habite dans un train : le Montaigne Bordeaux-Paris. Les lecteurs de *L'accent du pays* auront deviné que la véritable référence à l'auteur des *Essais* ne se trouve pas dans l'indicateur des Chemins de fer français : Montaigne aussi aimait l'aube, Montaigne aussi relisait Sénèque, Montaigne aussi, dans sa grande tolérance, attendait autant des événements et des hommes que des livres...

Rémy TALBOT

Jean-Claude Guillebaud, *L'accent du pays*, Editions du Seuil, prix franco : 97 F.

## Une inconnue célèbre

Plus encore que dans ses autres pièces, Pirandello dépeint, dans *Comme tu me veux*, actuellement présenté au Théâtre de la Madeleine, les conventions sociales de l'entre-deux-guerres, portant ainsi témoignage d'une période de trouble où l'Histoire, à la manière des héros pirandelliens, balbutie et semble chercher sa voie.

**C**ette nouvelle mise en scène de *Comme tu me veux* est l'occasion pour Fanny Ardant, de s'affirmer en tant qu'actrice de théâtre.

Elle joue le rôle de l'inconnue, Elma, une danseuse de cabaret berlinois. Personne, ni même elle, visiblement frappée d'amnésie, ne sait rien de son passé, de son nom véritable, de son pays d'origine. Ne supportant pas cette situation, Elma mène une vie de débauche. Mais un certain Boffi prétend l'avoir reconnue : elle s'appellerait Lucia, serait l'épouse d'un riche héritier italien, aurait été victime de sévices durant la guerre de 14-18, d'où son amnésie... Une nouvelle vie s'ouvre à elle. Lucia habite une ville vénitienne qu'elle (re)découvre. Elle (re)fait la connaissance de son mari et de sa famille.

Mais le doute envahit le spectateur. L'inconnue est-elle Elma ou Lucia ? Mystère que le spectateur, sans l'aide de l'auteur, ni du metteur en scène, tente d'élucider.

A la sortie du théâtre certains croiront y être parvenus, pour d'autres (la majorité), le mystère reste entier : preuve que la thématique pirandellienne a fonctionné. La spécificité du théâtre de Pirandello consiste en effet, à décrire la personne humaine comme traversée par

de multiples contradictions et incertitudes. Ses héros sont en quête perpétuelle, incapables de se forger une personnalité et de s'y tenir. Dès qu'ils ont trouvé une voie, ils mettent tout en œuvre pour la quitter.

Dans *Comme tu me veux*, ni les gens, ni les lieux, ni les noms, pourtant vecteurs potentiels du souvenir, ne permettent à l'inconnue de recouvrer la mémoire qu'elle aurait perdue. De toute façon, elle ne le désire pas vraiment, elle cherche seulement à détruire l'image que les autres ont d'elle-même, qu'elle soit vraie ou fausse. Elle prend un plaisir morbide à aller contre les convenances et à mener le spectateur en bateau.

Et Fanny Ardant ? L'actrice aurait-elle du mal, tout au long de la première partie, à entrer dans la peau de son personnage ? En fait c'est plutôt le spectateur qui a du mal à se faire à l'image que Fanny Ardant donne ici d'elle-même, si différente de celle que le cinéma a imposée... Mais la rigueur de la mise en scène de Maurice Attias, la qualité des décors (en particulier les éclairages qui fonctionnent à merveille) et la magie du théâtre emportent finalement la conviction.

Nicolas PALUMBO

« Les enfants de Kropotkine »

un roman de Bertrand Renouvin

Prix spécial N.A.R. : 100 F franco

## CONTACTS

### «JetR»

#### CORRESPONDANTS ET RESPONSABLES DE CELLULES CONSTITUTIVES :

**Correspondants :** Les correspondants ont en charge l'animation, le développement et la représentation du mouvement «JetR» devant le public de la NAR, les autres royalistes, les branches «jeunes» des autres mouvements politiques, les media et le public en général. Adhérents de la NAR, ils ont obligatoirement moins de 26 ans.

• **10-Aube :** Eric Cardinael, 16, route de Montmirail, 10370 Villenauve-la-Grande.

• **13-Bouches-du-Rhône :** Thierry Roudet-Haquette, «Royaliste», BP 2103, 13204 Marseille Cedex 01

• **21-Côte-d'Or :** Valérie Ceccina-Coppée, Résidence Orée de Fontaine, 34, rue de Bourgogne, 21121 Fontaine-les-Dijon - Tel : 80.56.83.97

• **31-Haute-Garonne :** Olivier Bernardi, 19, avenue de la Garonnette, 31000 Toulouse

• **33-Gironde :** Bénédicte Cartelier, 54, rue Saint Fort, 33000 Bordeaux

• **38-Isère :** Olivier Tupet, Les Belledonnes, 5, rue des Vignettes, 38490 Les Abrets

• **43-Haute-Loire :** Jean-Vital Petit, 7, cours André Soulier, 43000 Le Puy en Velay

• **44-Loire Atlantique :** Paskal Lécureuil, NAR, BP 203, 44007 Nantes Cedex 01

• **51-Marne :** David-Alexandre Grumel, 23 bis, Boulevard Pasteur, 51100 Reims - Tel : 26.05.15.98

• **54-Meurthe-et-Moselle :** Guillaume Kopp, GEC, 35 Cours Léopold, 54000 Nancy

• **63-Puy-de-Dôme :** Olivier Bianchi, 31, rue Guynemer, 63000 Clermont-Ferrand - Tel : 73.90.03.44

• **75-77-78-91-92-93-94-95-Ile-de-France :** Valérie Paris et Anne Larivière, N.A.R., 17, rue des Petits Champs, 75001 Paris - Tel : 42.97.42.57

**Les Cellules constitutives :** Les cellules constitutives sont animées par un responsable, adhérent de la NAR de plus de 26 ans. Elles ont pour but de promouvoir des actions spécifiques destinées à susciter au sein d'une région ou d'un département des initiatives propres à la création de sections «JetR».

• **22-29-35-56 Cellule constitutive de Bretagne :** Jacques de Poulpique, 4, rue de Montfort, 35000 Rennes - Tel 99.79.50.20

• **54-55-57-88 Cellule constitutive de Lorraine :** Jean-Paul Lacroix, 13, rue Parmentier, 57000 Metz - Tel : 87.74.41.89

## QUOI DE NEUF DU COTÉ DE «JetR» ?

**Décidément ça bouge à «JetR», le mouvement des moins de 26 ans.**

**Le numéro 7 de la lettre «Jeune et Royaliste» est paru.** Au sommaire : le résumé de l'assemblée générale du 4 février, les thèmes abordés, les décisions prises et les activités nationales et régionales prévues.

### Au niveau local

La section d'Ile-de-France, organise le **Dimanche 8 Avril**, de 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h, une **session de formation** destinée à donner une connaissance du mouvement et des thèmes de la NAR.

En **Bourgogne** la correspondante du mouvement «JetR» organise un **dîner-débat** avec Bertrand Renouvin, le **samedi 28 Avril** à Dijon.

Les régions **Centre** et **Provence-Côte d'Azur** préparent à Clermont-Ferrand et à Marseille des opérations d'envergure.

### Au niveau national

Les préparatifs de la **session «Jeunes»** de juillet ont déjà commencé. Elle se tiendra en Picardie, les **7 et 8 Juillet** prochains. Destinée à tous, néophytes et militants confirmés, les thèmes abordés permettront de parfaire nos connaissances politiques et d'établir notre plan d'action pour l'année prochaine

Enfin, un **concours** pour la création de nouveau matériel de propagande (affiche, tract, pochoir) est ouvert.

### Hello les teens !

Tu as moins de 20 ans et tu désires t'abonner à Royaliste. Tu as le droit, si tu es abonné à la Lettre de JetR (15 F par an), à une réduction de 50% sur l'abonnement d'un an à Royaliste. Pour en profiter envoie la photocopie d'une pièce d'identité à la NAR 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, accompagnée du règlement soit 110 F (125 F si tu n'es pas encore abonné à la Lettre de JetR) au lieu de 220 F.

## ILE DE FRANCE

• Les activités régulières de la Fédération sont maintenant bien établies et affichage, ventes à la criée, tenues de stand se succèdent. Tous ceux qui souhaiteraient venir aider la petite équipe de base seront les bienvenus : qu'ils prennent contact avec Hugues Bouchu, animateur de la coordination. Ils peuvent le faire soit à l'occasion d'un mercredi de la N.A.R., soit en venant à la réunion d'organisation du vendredi 20 avril, à 20 h, au local.

• D'autre part, la Fédération édite désormais une lettre d'information régulière baptisée «IDÉ-FIX» qui sera envoyée aux adhérents de la N.A.R. en Ile-de-France ainsi qu'à tous ceux qui en auront fait la demande (joindre 15 F pour participation aux frais).

## ALSACE

• «Point-rencontre» le **mercredi 4 avril** (19 h) avec Nicolas Lucas, délégué national de la NAR, qui viendra présenter les projets du mouvement dans la région et préparer la venue de Bertrand Renouvin en Alsace (prévue pour le mois de mai). Tous les abonnés et sympathisants alsaciens sont invités à ce premier «point-rencontre». Renseignements auprès de M. Bulciaghi-Depuiset au 88.36.75.05.

## ILLE-ET-VILAINE

• Didier Le Roué, délégué départemental et l'équipe rennaise ont de nombreux projets. Il vous les présenteront le **6 avril**, dans leur local au 16, rue de Chateaudun à Rennes, à partir de 18 h 30.

## LOIRE-ATLANTIQUE

• Comme chaque mois depuis décembre, la délégation de la NAR, animée par le délégué Jean-Paul Bourdeau, Julien Betbèze et Pascal Lécureuil retrouve ses amis le **10 avril** au Restaurant La Chope (1 Pont Morand-Nauler). De 18 h 30 à 20 h : réunion d'information - de 20 h à 22 h : dîner-débat.

## MERCREDIS DE LA NAR

**A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 -Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).**

• **Mercredi 4 Avril** - La linguistique n'est certes pas une discipline familière au grand public et pourtant, ces dernières années, deux ouvrages qui lui étaient consacrés ont connu de gros tirages. Le mérite en revient à **Claude HAGEGE**, directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes qui a su faire une synthèse accessible et passionnante de l'état actuel de la linguistique tout en s'interrogeant sur la place qui revient aujourd'hui au langage dans la définition de l'Homme.

• **Mercredi 11 Avril et Mercredi 18 Avril** - Pas de conférence en raison des vacances scolaires.

## Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom : .....

Prénom : .....

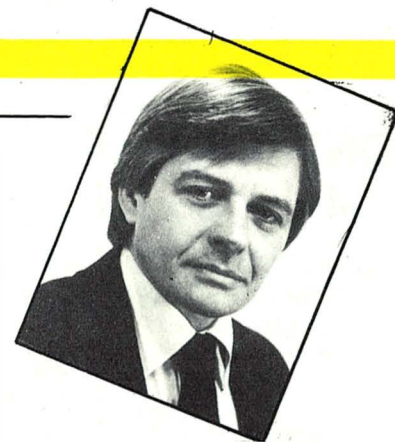
Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris



## L'avenir des socialistes

**A**vant tout commentaire sur le congrès de Rennes, il importe de rappeler ce qui fonde l'attitude des royalistes que nous sommes à l'égard des partis politiques en général :

- Parce que l'unité de la nation ne se confond pas pour nous avec un unanimisme artificiel et dangereux, nous souhaitons que les partis soient en mesure de concourir à l'expression du suffrage universel comme la Constitution le prévoit.

- Parce que la Nouvelle Action Royaliste n'est pas un parti (c'est-à-dire une organisation qui vise le pouvoir), mais un mouvement qui disparaîtra dès que son objectif sera atteint, nous ne sommes pas en rivalité avec les formations qui ont pour ambition de participer aux affaires.

- Parce que notre mouvement est démocratique, il regarde la diversité de nos traditions politiques comme une nécessité et comme une richesse, et n'a jamais prétendu les remplacer ni les résumer par une doctrine totalisante.

Cette distance toujours maintenue n'exclut pas l'alliance pour la réalisation de projets précis, et n'interdit pas la critique. Parfois vive, la nôtre n'est ni méprisante, ni destructrice. Elle vise la cohérence des principes affirmés, la fidélité des partis à l'égard des traditions dont ils se réclament, leur manière d'exprimer les exigences communes de liberté, de justice et d'unité. Et s'il nous arrive d'indiquer des préférences et de faire des choix, quant à tel ou tel représentant de la droite ou de la gauche, c'est le sens de l'Etat qui est notre seul critère.

### L'ECHEC DE RENNES

**C**es précisions données, essayons de comprendre l'échec retentissant du congrès de Rennes et de mesurer la portée du compromis qui a été finalement trouvé. Le premier point, capital, est que nul ne peut être tenu pour responsable de la bataille acharnée qui a eu lieu. La capacité d'arbitrage de Pierre Mauroy, la résistance de Lionel Jospin, les exigences de Laurent Fabius - vainqueur en nombre de mandats mais pas reconnu comme tel - sont les effets seconds de la compétition pour la présidence de la Ré-

publique. Nous avons souvent dit que son implacable logique emprisonnait les partis, paralysait leur réflexion et les menaçait d'implosion. Ce qui est vrai pour l'UDF et pour le RPR, l'est encore plus pour le Parti socialiste qui est en bonne position pour présenter un successeur à François Mitterrand. D'où la lutte pour le contrôle de l'appareil, commencée dès 1988, et ce qui s'ensuit : choc des ambitions, lutte des clans rivaux, désarroi de nombreux militants, jusqu'à cet étonnant congrès de Rennes qui s'est déroulé pour l'essentiel hors de la présence des délégués et qui s'est réglé trois jours plus tard à Paris.

Tant que notre monarchie élective n'aura pas évolué vers une pleine fonction arbitrale, placée comme il se doit hors compétition partisane, il ne sera pas possible d'éviter de tels emballements, aux effets désastreux quant à l'image du Parti socialiste et quant à son efficacité politique. Etait-il cependant possible de limiter les dégâts ? Un congrès « idéologique » aurait été sans doute plus paisible, mais la guerre des chefs aurait inéluctablement perverti ses enjeux. De même, un accord tacite qui aurait reporté le combat au-delà des élections législatives n'aurait pu être respecté pour des raisons stratégiques. Dès lors que l'un est à Matignon, ses rivaux ne peuvent demeurer inactifs...

### ISSUES

**L'**échec du congrès de Rennes montre que le Parti socialiste ne peut résoudre par lui-même la question de la succession du président de la République, sans risquer de compromettre gravement son unité et sa crédibilité. L'erreur de trop nombreux socialistes a été de se situer dès 1988 dans l'après-mitterrandisme, et d'agir comme si l'héritage du Président n'était qu'une banale affaire d'appareil, comme s'il leur appartenait, à eux seuls, de désigner l'héritier. Tel n'est pas le cas, pour deux raisons essentielles :

- La première est que François Mitterrand est le créateur du Parti socialiste, l'homme qui lui a donné son identité et qui lui a permis de gouverner. Même si le Président a depuis long-

temps pris ses distances, il demeure pour son ancien parti la référence constitutive de son unité et du projet qui lui donne sens. L'oublier, c'est se condamner à l'errance, aux déchirements, voire à l'éclatement.

- La seconde tient au fait que la succession du Président de la République se pose en terme de légitimité, et pas seulement en fonction du nombre de mandats dans un congrès. Légitimité, en l'occurrence, signifie la fidélité à un projet commun, mais aussi la relation personnelle que deux hommes ont nouée dans le service de l'Etat. Relation d'intelligence, d'où le sentiment n'est pas exclu, que beaucoup ressentent et qu'ils décrivent avec des mots empruntés à la royauté. Notre monarchie élective s'en approche en effet, sans toutefois parvenir à la relation simple (mais pas exempte de conflits) entre le roi et le prince héritier. Mais il faut tenir le plus grand compte de cette approximation, qui permet de mieux comprendre l'attitude de François Mitterrand et de deviner une issue possible aux luttes entre socialistes.

Si mon analyse est juste, les relations entre le Président et le Parti socialiste ne peuvent s'apprécier en terme de rapports de force. Contrairement à ce qu'écrivent nombre d'observateurs, François Mitterrand n'a pas cherché à imposer sa volonté, ni même indiqué sa préférence, mais tenté de faire comprendre la relation que j'évoquais plus haut, et qui donne à Laurent Fabius un commencement de légitimité. Mais le président de l'Assemblée nationale ne peut être regardé comme un « rex designatus ». Le Président ne saurait en effet s'opposer aux suffrages des militants socialistes, ni, bien sûr, au choix des Français. Dans la monarchie élective, la légitimité suggérée ne se confirme qu'au terme d'une série de combats qui laissent des traces profondes et ne sont jamais sans conséquences sur le comportement du chef de l'Etat.

L'approche la plus rigoureuse et la plus subtile de la question de la légitimité en système électif ne va pas sans ambiguïtés ni violences. Qui souhaite une règle claire assurant des successions paisibles ne peut manquer de se poser la question de la royauté.

Bertrand RENOUVIN